



**DECISION N°003/2023/ARMP/CR/CRDS DU 7 MARS 2023**

**DU COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS ET DES SANCTIONS  
STATUANT EN FORMATION LITIGES SUR LE RECOURS DE LA SOCIETE SGI  
AUTOMOBILES CONTRE LE PROJET PAMORIFE DE L'UCEP SUITE A L'APPEL  
D'OFFRES N°002/BIENS/PAMORIFE/UCEP/MEF-P/2022 RELATIF A  
L'ACQUISITION DE VEHICULES 4X4 ET DE MOTOS EN FAVEUR DE LA  
DOUANE, DE L'ARMP ET DE L'UCEP.**

**LE COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS ET DES SANCTIONS  
STATUANT EN FORMATION LITIGES,**

**Vu** la Charte de la Transition ;

**Vu** la loi L/2012/020/CNT du 11 octobre 2012, fixant les règles régissant la Passation, le Contrôle et la Régulation des Marchés Publics et Délégations de Service Public ;

**Vu** la loi L/2018/028/AN du 05 juillet 2018, portant modification de la loi L/2012/020/CNT du 11 octobre 2012, fixant les règles régissant la Passation, le Contrôle et la Régulation des Marchés Publics et Délégations de Service Public ;

**Vu** le Décret D/2022/0227/PRG/CNRD/SGG du 10 mai 2022 portant nomination des membres du Conseil de Régulation de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics ;

**Vu** le Décret D/2022/0077/PRG/CNRD/SGG du 02 février 2022, portant nomination du Directeur Général de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics ;

**Vu** le décret D/333/PRG/SGG du 17 décembre 2019, portant Code des Marchés Publics ;

**Vu** le décret D/2020/154/PRG/SGG du 10 juillet 2020, portant Attributions, Organisation et Fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics ;

**Vu** le recours exercé par la société SGI Automobiles contre le projet PAMORIFE de l'UCEP en date du 03 février 2023 ;

**Vu** les pièces du dossier.

*al*

*AK*

*SM*

*J*

*Q8*

*818*

*J.S.S*



Après avoir entendu Monsieur DIAKITE Bakari, rapporteur, en présence de :

- 1- M. Sidi Mouctar DICKO, président du Conseil de Régulation;
- 2- M. Lanciné KEITA, Vice-Président;
- 3- M.Moussa Iboun CONTE, membre du CRDS;
- 4- M. Lansana SIDIBE SANGARE, membre du CRDS;
- 5- M.Moussa SANGARE, membre du CRDS;
- 6- Mtre Basekou SHEK CONDE, membre du CRDS ;
- 7- M.Holomo Koni KOUROUMA, membre du CRDS.
- 8- M. Ibrahima Sory SACKO, membre du CRDS.

**Les parties :**

**Pour la Société SGI AUTOMOBILES**

**Nom : DIALLO**

**Prénom : Amadou**

**Statut : chef comptable**

**Nom : Ly**

**Prénom : Sekou Seidy**

**Statut : Responsable Commercial**

**Pour le projet PAMORIFE DE L'UCEP**

- **M. NABE N'Kaba, SPM par intérim/projet PAMORIFE**

Après en avoir examiné conformément à la Loi et aux principes généraux de la régulation,

Adopte la présente délibération fondée sur la régularité de la saisine, des faits et moyens juridiques exposés par les différentes parties ;

Par référence au courrier de la Société SGI Automobiles en date du 03 février 2023, la Direction Générale de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics, a été saisie par le Président du Conseil de Régulation en date du 03 février 2023.

Dans le courrier, ladite société en sa qualité de soumissionnaire, formule un recours aux fins de contester les résultats de l'évaluation des offres contre le projet PAMORIFE de l'UCEP en sa qualité de Maître d'Ouvrage dans l'appel d'offres

I.S.C.

2



N°002/BIENS/PAMORIFE/UCEP/MEF-P/2022 relatif à l'acquisition de véhicules 4x4 et de motos en faveur de la douane, de l'ARMP et de l'UCEP.

## **I- CONTEXTE :**

La République de Guinée a obtenu un financement de la Banque Africaine de Développement (BAD) pour financer le projet d'appui à la mobilisation des ressources internes et à la formalisation des entreprises (PAMORIFE) et a l'intention d'utiliser une partie de ce don pour effectuer des paiements au titre des marchés de : acquisition de véhicules 4X4 et de motos en faveur de la Douane, de l'ARMP et de l'UCEP.

La Société SGI Automobiles, une des entreprises soumissionnaire a contesté les résultats de l'évaluation.

Suite à la demande de débriefing de la société SGI Automobiles, le 26 janvier 2023 à 10 heures 30 minutes, la société SGI Automobiles a été reçue par la commission d'évaluation, en présence de certains cadres de l'UCEP.

Après les échanges, la société SGI n'a pas été convaincue, donc n'a pas signé le procès-verbal de débriefing et a décidé de saisir l'ARMP.

### **• SUR LA RECEVABILITE**

**Vu** l'article 23 de la loi L/2012/020/CNT du 11 Octobre 2012, fixant les règles régissant la passation, le contrôle et la régulation des marchés publics et délégations de service public dispose que : « Toute personne ayant connaissance d'un manquement ou d'un risque de manquement à la réglementation des marchés publics ou des délégations de service public doit en informer l'autorité contractante, son supérieur hiérarchique, l'ARMP, les structures de passation et de contrôle et toute autre autorité disposant d'un pouvoir d'enquête et de sanction sur de tels agissements. »

**Vu** le code des marchés publics en ses articles 148 et 149 relatifs à l'objet ainsi qu'au délai d'introduction des recours ;

**Considérant que** la Société SGI Automobiles est soumissionnaire à l'appel d'offres en cause ;

**Considérant qu'elle** a respecté toutes les règles et les étapes relatives au délai et à l'objet des recours auprès de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics.

**Il convient donc de déclarer le présent recours recevable.**

## **II- EXAMEN DU LITIGE**

### **II.1- LES MOYENS A L'APPUI DU RECOURS**

#### **• LES MOYENS EXPOSES PAR LE REQUERANT**

Monsieur Diallo Amadou, Responsable commercial de SGI Automobiles, prenant la parole a remercié l'ARMP pour cette invitation, et est revenu sur les faits comme suit :

SS

SS

7

I.S.S

AK

CE

SM

3



« La société SGI Automobiles a soumissionné à l'appel d'offres ouvert **N°002/Biens/PAMORIFE/UCEP/MEF/-P/2022.**

Après l'ouverture des plis nous avons reçu la notification de la non évaluation de notre offre pour non conformité sur la caution de soumission. Pour rappel nous existons depuis 2002 et nous avons exécuté beaucoup de marchés similaires auprès de plusieurs Autorités contractantes et non seulement nous disposons d'un garage automobile renommé pour faciliter l'entretien des engins mais aussi de service après-vente. Contrairement à l'entreprise attributaire qui a non seulement fourni une offre financière d'une différence de 50.000.000 GNF avec la nôtre.

Suite à ces états de fait nous avons saisi le projet pour des clarifications. A l'issue de notre entretien sanctionné par un procès-verbal que nous n'avons pas accepté de signer car le projet nous a fait comprendre que c'est à cause d'une date sur la caution de garantie que notre offre a été éliminée, chose que nous avons contesté et qui nous a motivé pour saisir votre Autorité afin que nous soyons rétablis dans nos droits. Notre intention n'est pas de retarder le processus, nous voulons juste être éclairé ».

• **LES MOYENS DONNES PAR LE PROJET PAMORIFE DE L'UCEP**

Monsieur **NABE N'Kaba., /SPM par intérim/ projet PAMORIFE** a pris la parole pour exprimer ce qui suit :

« Le projet PAMORIFE a planifié dans son Plan de Passation de Marché (PPM), l'activité relative à l'objet du recours et que cette activité est à revue préalable de la Banque Africaine de Développement.

C'est un dossier préparé par l'UCEP et lancé le 15 septembre 2022 suite à l'ANO de la Banque Africaine de Développement (BAD) sur le DAO en date du 23 août 2022. L'ouverture des offres a été faite le 31 octobre 2022, et suite à cette ouverture, un procès-verbal a été établi et notifié à tous les soumissionnaires avec accusé de réception.

Après l'ouverture des plis, un rapport d'évaluation a été fait et envoyé à la banque pour son ANO. Le 16 janvier 2023, la banque a donné son ANO sur ledit rapport d'évaluation. Ainsi, conformément aux dispositions du DAO, l'intention d'attribution a été notifiée aux soumissionnaires le 23 janvier 2023.

Le 24 janvier 2023, la société SGI Automobiles a fait une demande de débriefing dans les délais prévus dans la notification d'intention d'attribution. Le même jour le débriefing a été accordé pour le 26 janvier 2023.

Le 26 janvier 2023 à 10 heures 30, la société SGI Automobiles a été reçue par la commission d'évaluation, en présence de certains cadres de l'UCEP. Selon le requérant, sa plainte porte sur les raisons de la non évaluation de son offre, pendant que le projet reproche dans le NIAM, la non-conformité de la caution vis à vis du délai de validité.

Après les échanges, la société SGI Automobiles n'a pas été convaincue, donc n'a pas signé le procès-verbal de débriefing et a décidé de saisir l'ARMP.

SES

88

8

J.S.J

AB

5712

4



A rappeler que la date de validité des offres dans le DAO est le 28 mars 2023.

Les dispositions du DAO stipulent que les soumissionnaires doivent donner une caution valide et conforme à 28 jours après la validité de l'offre c'est-à-dire jusqu'au 28 mars 2023.

Cependant, sur l'offre de la société SGI Automobiles, la banque s'est engagée jusqu'au 28 février 2023. Ce qui est contraire aux dispositions du DAO.

- **LES MOTIFS DONNES PAR LA DIRECTION GENERALE DU CONTROLE DES MARCHES PUBLICS (DGCMP)**

La Direction Générale du Contrôle des Marchés Publics ne s'est pas faite représentée.

## **II.2 QUALIFICATION DES FAITS :**

Il résulte des faits et des moyens qui sous-tendent que dans le cas d'espèce, il s'agit d'un recours en contestation des résultats de l'évaluation des offres.

- **SUR LE FOND**

La commission d'instruction des recours, sur la base des documents et informations reçus des différentes parties constate que :

- La Banque Africaine de Développement (BAD) a donné son ANO sur le projet de DAO ;
- La société estime avoir fourni une caution de soumission conforme aux dispositions du DAO ;
- Le projet a rejeté l'offre de l'entreprise pour faute de non-conformité notamment la validité de la caution de soumission ;

Le DAO à sa page 17 section I de l'article 19.3 des IS précise que « ....la **garantie de soumission devra demeurer valide pour une période excédant 28 jours suivant la durée initiale de validité de l'offre soit 148 jours qui correspond au 28 mars 2023 et, le cas échéant toute autre date suite à une prorogation selon les dispositions de l'article 18.2 IS** »

La validité de la caution fournie par la société SGI Automobiles est fixée au 28 février 2023 tandis que le DAO fixe ce délai au 28 mars 2023.

## **III. CONCLUSION**

**Considérant que** : La garantie de soumission est un élément éliminatoire dans les critères d'évaluation des offres ;

**Considérant que** : La banque de la société SGI Automobiles s'est engagée sur une validité de garantie de soumission allant jusqu'au 28 février 2023, la société n'a pas respecté le contenu du DAO qui stipule que « ....la **garantie de soumission devra demeurer valide pour une période excédant 28 jours la durée initiale de validité de l'offre c'est-à-dire jusqu'au 28 mars 2023 et, le cas échéant**

Handwritten signatures and initials are present at the bottom of the page, including a large signature on the right and several initials on the left.



**toute autre date suite à une prorogation selon les dispositions de l'article 18.2 IS »;**

**Considérant que :**Le rejet de l'offre de la société SGI Automobiles par la commission d'évaluation des offres pour ce motif est fondé ;

**Par ces motifs :**

**Le Comité de Règlement des Différends et des Sanctions (CRDS) decide:**

- De débouter la société requérante de ses prétentions ;
- D'ordonner la levée de la suspension de la procédure ;
- D'ordonner la poursuite de la procédure de passation par le projet PAMORIFE de l'UCEP.

**Dit que le Directeur Général de l'ARMP est chargé de notifier aux parties avec ampliation au Président de la République, au Premier Ministre, au Ministre de l'Economie et des Finances, la présente décision, qui sera publiée sur le portail des marchés publics et insérée dans le bulletin officiel des marchés publics à la prochaine parution.**

**ET ONT SIGNE LES MEMBRES DU CRDS CONFORMEMENT A L'ARTICLE 20 DU DECRET D/2020/154/PRG/SGG PORTANT ATTRIBUTIONS, ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DE L'AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS**

**M. Lanciné KEITA**

**M.Moussa Iboun CONTE**

**M. Lansana SIDIBE SANGARE**

**M.Moussa SANGARE**

**Mtre Basekou SHEK CONDE**

**M.Holomo Koni KOUROUMA**

**M. Ibrahima Sory SACKO**

**LE PRESIDENT**

**M. Sidi Mouctar DICKO**

